

RAPPORT N° 2022/2-19
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022

**OBJET : SCHEMA DIRECTEUR DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE DES VEHICULES ELECTRIQUES -
ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION AU SIDELEC
ORIENTATION 3 – CONDUIRE UNE POLITIQUE DE TRANSITION ECOLOGIQUE / ENGAGEMENT 19 –
MAITRISER LA CONSOMMATION ELECTRIQUE EN REDUISANT LA CONCOMMATION ET EN DEVELOPPANT
DES EQUIPEMENTS PLUS ECONOMES**

Dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Territorial, le Conseil Communautaire, en séance du 23 septembre 2021 a approuvé la convention cadre de partenariat avec le SIDELEC en faveur de la transition énergétique du territoire de la Cinor.

L'une des actions identifiées dans cette convention cadre est la réalisation du schéma directeur pour le développement d'un parc de bornes de recharges pour véhicules électriques, cela à l'échelle départementale.

Le coût estimatif de ce schéma directeur a été évalué à 300 000 euros HT.

Par courrier daté du 15 novembre 2021, le SIDELEC a sollicité la participation de la Cinor à hauteur de 10 000 € (voir annexe).

Le SIDELEC a prévu de solliciter également l'Agence Française de Développement, la CIREST, l'ADEME, le TCO, la CASUD, la CIVIS et la Région Réunion pour le cofinancement de ce schéma.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir :

- Attribuer au SIDELEC une subvention de 10 000 € comme participation à l'établissement du schéma directeur des infrastructures de recharge des véhicules électriques

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



The image shows a blue ink signature of Maurice Gironcel over a circular official stamp. The stamp contains the text 'C.I.N.O.R.' at the top, 'Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion' in the center, and 'Département de la Réunion' at the bottom.

**DECISION N°2022/2-19
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

**OBJET : SCHEMA DIRECTEUR DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE DES VEHICULES ELECTRIQUES -
ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION AU SIDELEC
ORIENTATION 3 – CONDUIRE UNE POLITIQUE DE TRANSITION ECOLOGIQUE / ENGAGEMENT 19 --
MAITRISER LA CONSOMMATION ELECTRIQUE EN REDUISANT LA CONCOMMATION ET EN DEVELOPPANT
DES EQUIPEMENTS PLUS ECONOMES**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-19 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-19-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'attribuer au SIDELEC une subvention de 10 000 € comme participation à l'établissement du schéma directeur des infrastructures de recharge des véhicules électriques

Nombre de votants : 14 (dont 2 procurations)

Suffrages exprimés : 14

Vote pour : 14

Vote contre : 00

Abstention : 00

Le Président ne prend pas part aux débats, au vote et quitte la salle

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde , 13 AVR 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL

